

Madagascar

Projet de Filets Sociaux de Sécurité (FSS)  
DON IDA n°D145

Composantes gérées par le Fonds d'Intervention pour le  
Développement (FID)

**Audit des comptes arrêtés au 31 décembre 2017**

Rapport final – avril 2018

**Cabinet MPANAZAVA**



**Cabinet MPANAZAVA**

11,Rue Jean ANDRIAMADY  
Ampandrana Ouest  
B.P.126 – 101 ANTANANARIVO  
Tél. +261 20 22 336 02  
mpanazava@moov.mg  
MADAGASCAR

**OBJET** : Audit des comptes arrêtés au 31 décembre 2017 du Projet de filet Sociaux de Sécurité (PFSS) – Financement Additionnel DON IDA n°D145

Parties 1 et 2 du projet gérés par le Fonds d’Intervention pour le Développement (FID).

Madame le Directeur General p.i. du Fonds d’Intervention pour le Développement (FID),

Suivant les dispositions du contrat n° 06/17/MPPSPF/SG/DGPS/UCPS/IDA/CONS en date du 23 mai 2017, nous avons procédé à l’audit des comptes du Projet de Filets Sociaux de Sécurité, Fonds Additionnel DON IDA n°D145 pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour la partie relevant du FID.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux de Sécurité visant améliorer l’accès aux filets sociaux productifs et de développement humain pour les ménages extrêmement pauvres et vulnérables dans le milieu rural et, d’établir les bases d’un système de protection sociale, le Gouvernement Malgache a obtenu de l’Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit d’un montant de équivalent à 40 millions de dollars (USD) suivant l’Accord de Crédit 5708-MAG conclu en date du 13 novembre 2015.

Un Accord de Don pour un montant de 35 millions de dollars (USD) est également conclu en date du 01 décembre 2016 (Financement Additionnel). Le Projet a pour objectif de stabiliser les revenus des ménages affectés par la sécheresse, d’appuyer la reconstitution des actifs des ménages, d’assurer l’offre de paquet de service de nutrition communautaire et la prise en charge de la malnutrition aigüe modérée au niveau de 338 sites de nutrition communautaire.

L’Accord de crédit 5708 MG est entré en vigueur le 10 février 2016, pour une durée de 4 ans dont la date de clôture prévue le 30 septembre 2020. Les activités du Projet s’articulent sur trois (3) composantes:

**Composante 1** : Filets sociaux de sécurité pour les pauvres dans les zones rurales sélectionnées (30,2 millions USD) - Sous la responsabilité du Fonds d’Intervention pour le Développement - FID

**Composante 2** : Renforcement de l’administration de filet de sécurité, le suivi et la responsabilité sociale (6,5 millions USD) - Sous la responsabilité du Fonds d’Intervention pour le Développement - FID

**Composante 3** : Renforcement de la capacité institutionnelle pour la coordination, le suivi et l'évaluation du système de protection sociale (3,3 millions USD). Cette Partie est mise en œuvre par le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF)

L'Accord de don IDA D145 sera exécuté sur une période de 4 ans à partir du mois juillet 2016 jusqu'au mois de septembre 2020.

Dans le cadre des Composantes 1 et 2, la gestion financière, la responsabilité fiduciaire et celles de la mise en œuvre des activités sont confiées au Fonds d'Intervention pour le Développement (FID).

Le présent rapport porte ainsi sur l'audit financier des composantes 1 et 2, qui fait l'objet d'un rapport distinct conformément aux Termes de référence.

Dans le respect des Normes Internationales d'Audit et des Directives de la Banque Mondiale, notre mission a pour finalité de formuler une opinion professionnelle et indépendante sur :

« la situation financière du Projet notamment les états financiers, les relevés des dépenses et les comptes désignés du Financement à la fin de chaque exercice et de s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs, conformément aux principes comptables généralement admis, ainsi que sur la conformité de l'exécution du Projet aux termes de l'Accord de Crédit -5708 MG, de l'Accord de Don -D145 et des lois et réglementations locales applicables ».

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion formulée dans le Rapport sur l'audit des Etats Financiers (page 11).

Nos travaux mettent en évidence dans un rapport séparé les commentaires et recommandations sur le dispositif de contrôle interne mis en place au sein du Projet dans son ensemble (« management letter »).

Nous tenons à remercier les membres de l'équipe du Projet pour leur précieuse collaboration dans la réalisation de notre mission.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Directeur General p.i, l'assurance de notre considération distinguée.

Le 27 avril 2018

Cabinet MPANAZAVA

**Cabinet MPANAZAVA « C. P. A. »**  
AUDIT ET CONSEIL EN GESTION  
11, rue Jean Andriamady Ambarindra Ouest  
B. P. 126 ANTANANARIVO 101  
Tél. : 22 336 02 - Fax : 22 226 75  
E-mail : [mpazanava@cpa.rg](mailto:mpazanava@cpa.rg)

**Oliva RANDRIANONJMANDIMBY**  
Associée

# Sommaire

<b>Sigles et abréviations</b>	<b>5</b>
<b>1 Contexte, objectifs et étendue de l'audit</b>	<b>6</b>
1.1 Contexte et objectifs de l'audit	6
1.2 Étendue de la mission	8
<b>2 Rapport de l'auditeur indépendant</b>	<b>11</b>
Rapport sur les Etats Financiers	11
Fondement de l'opinion	11
Autres informations	12
Responsabilités du Projet relatives aux états financiers	12
Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers	13
RAPPORT SUR LA CONFORMITE D'EXECUTION DU PROJET AUX TERMES DES ACCORDS, LOIS ET REGLEMENTATIONS LOCALES APPLICABLES	14
<b>3 Etats financiers arrêtés au 31 décembre 2017</b>	<b>15</b>
3.1 Bilan	16
3.2 Compte de résultat	18
3.3 Etat des ressources et emplois	19
3.4 Utilisation des fonds au 31 décembre 2017	20
3.5 Etat justificatif du solde du compte désigné au 31 décembre 2017	21
3.6 Situation financière du Crédit	22
3.7 Etat de relevé de dépenses	23
3.8 Concordance des emplois par composante au bilan et au compte de résultat	24
3.9 Lettre d'affirmation de la Direction	25
3.10 Annexes aux états financiers	27
<b>4 Commentaires de l'auditeur sur les états financiers</b>	<b>39</b>
4.1 Evénements significatifs	39
4.2 Revue de la situation financière du Crédit au 31 décembre 2017	40
4.3 Vérification des rapports de suivi financiers (trimestriels)	40
4.4 Trésorerie	40
4.5 Rapprochement des fonds recus IDA avec les retraits de fonds du credit	41
<b>Annexe</b>	<b>42</b>
<b>Liste des actifs immobilisés acquis sur les fonds du projet</b>	<b>42</b>

## Sigles et abréviations

ACT-P	Argent contre Travail- Productif
AGEC	Agence d'Encadrement des Travaux
AI	Audit Interne
AP	Agence de Paiement
CCT	Conditional Cash Transfert
CSAF	Chef de Service Administratif et Financier
DAF	Directeur Administratif et Financier
DCI	Directeur en CCT et Innovations
DFSPI	Directeur des Filets Sociaux Productifs et Infrastructures
DG	Directeur Général
DIR	Direction Interrégionale
DR	Directeur Inter Régional (DR)
EEP	Entité d'Exécution du Projet
EPP	Ecole Primaire Publique
FID	Fonds d'Intervention pour le Développement
FSS	Filets sociaux de sécurité
IMF	Institutions de micro finances
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MO	Manuel des opérations
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
OP	Organisations Partenaires
PAGSA	Plan d'Aménagement et de Gestion des Sites à Aménager
PAMO	Plan Annuel de Mise en Œuvre
PEC	Plan d'Exécution de Chantier
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PMT	Proxy Means Test
RPM	Responsable de Passation de marché
RS&E	Responsable Suivi et évaluation
RSIS	Responsable Système d'Information et Suivi
RTCP	Responsable de transfert et conformité de paiement
RTMDH	Responsable des Transferts Monétaires et Développement Humain
SIG	Système de Gestion des Informations (MIS)
TMC	Transfert Monétaire Conditionnel
TMDH	Transfert Monétaire pour le Développement Humain
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UTB	Unité Territoriale de Base
ZIP	Zone d'Intervention Potentielle

# 1 Contexte, objectifs et étendue de l'audit

## 1.1 Contexte et objectifs de l'audit

L'objectif général du Projet FSS est d'améliorer l'accès aux filets sociaux productifs et de développement humain pour les ménages extrêmement pauvres et vulnérables dans le milieu rural, et d'établir les bases d'un système de protection sociale.

A cet effet, le Gouvernement de Madagascar et l'Association Internationale de développement (IDA) ont conclu un Accord de crédit pour 40 millions USD est entré en vigueur le 10 février 2016. La date de clôture prévue le 30 septembre 2020. Et un accord de don pour 35 millions USD (Financement Additionnel) qui sera exécuté sur une période de 4 ans à partir du mois juillet 2016 jusqu'au mois de septembre 2020.

Pour la préparation du projet, une demande d'avance de fonds du gouvernement a été accordée par la Banque mondiale et le document juridique est signé le 17 avril 2015. Le montant de l'avance s'élève à 2,3 millions USD dont la date fin d'utilisation était le 10 février 2016, date de mise en vigueur du crédit.

La mise en œuvre du crédit s'articule comme suit

Composante 1 (gérée par le FID) : Filets de Sécurité (30,2 millions USD)

- Argent Contre Travail Productif – ACTP (14,7 millions USD)
- Transfert Monétaires en vue de Développement Humain – TMDH (11,5 millions USD)
- Réponse aux catastrophes naturelles (4,0 millions USD)

Composante 2 (gérée par le FID) : Renforcement de l'administration des filets de sécurité, le suivi et la responsabilité sociale (6,5 millions USD)

Composante 3 (gérée par le MPPSPF) : Renforcement de la capacité institutionnelle pour la coordination, le suivi et l'évaluation du Système de protection sociale (3,3 millions USD).

La mise en œuvre des fonds additionnels du FSS vise à résoudre les problèmes de pauvreté chronique, de difficultés alimentaires et de vulnérabilité à la sécheresse de la population dans les districts du grand Sud. Il s'agit d'un programme du Gouvernement Malagasy, coordonné par le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF) et mis en œuvre par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) et l'Office National de la Nutrition (ONN) à travers l'UPNNC. Ci-dessous la répartition par Agence d'exécution :

- La Nutrition mise en œuvre par l'ONN (U/PNNC) : 8,5 millions USD
- Le Transfert monétaire mis en œuvre par le FID : 25,5 millions USD
- Le renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour la coordination, suivi et évaluation des principaux programmes de protection sociale par le MPPSPF : 1 million USD

Chaque composante du Projet est confiée à une Entité d'Exécution du Projet (EEP) ; ainsi les composantes 1 et 2 sont exécutées par le Fonds d'Intervention pour le Développement. Par ailleurs, chaque Entité d'Exécution du Projet établit ses états financiers qui font l'objet d'audits séparés.

L'audit des comptes du don IDA D145 pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 a pour objectifs :

- d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière du Projet notamment les états financiers, les relevés des dépenses et les comptes désignés du Financement à la fin de chaque exercice et de s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs, conformément aux principes comptables généralement admis ainsi que sur la conformité de l'exécution du Projet aux termes de l'Accord de Don -D145 et des lois et réglementations locales applicables ;
- d'effectuer une revue des systèmes et procédures de contrôle interne mis en vigueur au sein du Projet afin d'en apprécier la qualité et les impacts possibles sur les comptes arrêtés à chaque fin d'exercice.

Nous nous prononçons sur :

- La sincérité et la régularité des états financiers, les relevés des dépenses et les comptes désignés, c'est-à-dire par rapport aux normes comptables, aux directives de la Banque et à l'accord de financement, notamment sur l'éligibilité et la validité des dépenses effectuées par l'agence d'exécution et les entités impliquées dans le projet.
- L'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire (i) la capacité de l'organisation à préparer les rapports financiers fiables et (ii) de maintenir une comptabilité exhaustive de toutes les transactions.
- La conformité de l'exécution du projet conformément aux termes des Accords de financement et aux instructions de la Banque Mondiale, notamment le respect des obligations en matière de reporting et des délais de soumissions des audits, l'atteinte des indicateurs de performances, le respect des délais d'exécution des marchés et des activités/composantes du projet, la passation de marchés et l'éligibilité des dépenses et la cohérence des rapports financiers intermédiaires avec les états financiers annuels du projet, les rapports de suivi des activités.

## 1.2 Étendue de la mission

Conformément aux dispositions des termes de référence, les travaux de vérification et de contrôles consistent notamment à :

- S'assurer que tous les fonds décaissés au titre de toutes les ressources de l'IDA ont été employés conformément aux dispositions de l'Accord de Financement N° 5708-MG, de l'Accord de Don D145 et leurs amendements dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- Vérifier si les fonds des Comptes Désignés et des sous comptes spécifiques ont été dépensés aux fins pour lesquelles ils ont été décaissés et si les pièces justificatives ont été bien conservées. Cet audit doit vérifier l'effectivité des transferts des fonds par le MPPSPF, le FID et l'ONN via l'U-PNNC vers les entités destinataires au niveau des Régions, Districts et Communes (Associations Communautaires, Sous projets, ONG...). L'audit doit aussi vérifier que les fonds ont été utilisés par les entités destinataires conformément aux clauses des conventions de financement, aux termes du manuel de procédures administratives comptables et financières. L'audit vérifiera enfin que les rapports et les états de dépenses effectuées au niveau de ces entités, transmis au MPPSPF, au FID et à l'U-PNNC/ONN, correspondent bien aux factures et autres pièces justificatives conservées par ces entités.
- S'assurer que les biens et services financés ont été acquis en respect des procédures de passation des marchés conformément aux dispositions des accords de financement et des Directives de passation des marchés et de sélection des consultants et du Manuel de passation de marché du MPPSPF, du FID et de l'U-PNNC/ONN, et ont été proprement enregistrés dans les livres comptables.
- Les marchés de travaux et de fournitures sont effectués suivant les « Directives pour Passation des Marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », édition janvier 2011.
- Les contrats de services de consultants sont effectués suivant les « Directives pour Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » édition janvier 2011 révisée en juillet 2014.
- Les contrôles sur la passation des marchés porteront entre autres sur les modes de passations, les documents d'appel d'offres, les offres de cotation, les lettres d'invitation ou les comparaisons des CV pour les consultants individuels, l'approbation par la Banque mondiale des termes de référence, les rapports de dépouillement des offres, les rapports d'évaluation des offres, les PV de réception des services, travaux ou biens.

- L'auditeur devra indiquer dans son rapport la liste des marchés passés en revue et signaler dans son rapport, de manière détaillée, toutes les anomalies relevées.
- S'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au projet (y compris les dépenses couvertes par les relevés des dépenses ou des rapports de suivi financier). Il doit exister des relations de correspondance évidentes entre les livres de comptes et les rapports présentés à la Banque.
- S'assurer que les Comptes Désignés sont gérés eu égard aux dispositions de l'accord de crédit et de l'accord de don.
- S'assurer que les lois et règlements nationaux applicables ont été respectés et que les manuels d'exécution, les manuels de procédures administratives et financières ont été suivies et appliquées.
- S'assurer que les demandes de décaissement soumises à la Banque pour fins de financement sont appuyées par des pièces justificatives, sont correctement autorisées et enregistrées, et sont éligibles selon les termes des accords de financement.
- Examiner, s'il y a lieu, toutes les Demandes de Retraits de Fonds (DRF) rejetées ou payées partiellement et apprécier toutes les anomalies en termes d'éligibilité des dépenses.
- S'assurer, s'il y a lieu, que les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors des audits précédents ont été remboursées au Compte Désigné. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.
- Vérifier les mouvements sur les Comptes Désignés et s'assurer que les transactions concernent uniquement les opérations relatives aux financements des dépenses du projet.
- S'assurer que les avances aux entités, impliquées dans la mise en œuvre du Projet, sont faites correctement et les justifications des avances versées sont faites effectivement et dans les délais.
- S'assurer que la validation des rapports (provisoires et définitifs) et de tous autres livrables des consultants ainsi que la réception des ouvrages est faite dans les délais et conditions requis indiqués dans les contrats.
- Comparer la réalisation des activités du projet par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards.
- S'assurer que l'exécution du budget soit satisfaisante. A cet effet, examiner tous les dépassements budgétaires sur les catégories de dépenses et s'assurer que les autorisations requises ont été données par l'IDA.
- S'assurer du respect de l'affectation des ressources de financement par rapports aux activités, catégories de dépenses ou composantes.

- Évaluer le respect des dispositions de contrôle interne, noter les contrôles inexistantes ou ceux qui nécessitent des améliorations.
- Vérifier pour chaque contrat de consultant, le cas échéant, que les frais remboursables dans l'exécution de la mission, l'ont été après justification des dépenses engagées par le consultant.
- S'assurer que tous les engagements donnés par le projet à la date de la clôture de la période sont prévus par l'accord de financement et les directives de la Banque.
- S'assurer que toutes les dépenses payées à même le fonds du crédit et du don, sont éligibles et respectent les prévisions d'allocation fixées pour le Projet ainsi que stipulées dans l'accord de crédit et de l'accord de don. Si au cours de son intervention sur terrain, les auditeurs relèvent des dépenses inéligibles ou constatent le non-respect des dispositions relatives aux allocations, ils doivent informer immédiatement le Directeur National ou le Coordonnateur du Projet.

## 2 Rapport de l'auditeur indépendant

PFSS – Projet de Filets Sociaux de Sécurité – Don IDA n°D145 (Financement Additionnel) – Exercice 2017  
COMPOSANTES GERÉES par le FID

A Madame Le Directeur General p.i du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID)

### Rapport sur les Etats Financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers des Composantes du Projet FSS – Financement Additionnel gérées par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), se rapportant au Don IDA n°D145, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017. Ces états financiers comprennent l'Etat des Emplois et Ressources, le Bilan, le Compte de Résultat, et l'Annexe. Ces Etats Financiers ont été établis par la Direction Générale du FID sur la base des règles et méthodes comptables énoncées en note II aux Etats Financiers.

### OPINION

A notre avis, les états financiers joints au présent rapport présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du volet géré par FID, au 31 décembre 2017, la position financière du Compte Désigné du Projet à la même date ainsi que les retraits de fonds pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, conformément aux directives de la Banque Mondiale, au référentiel comptable en vigueur à Madagascar et aux principes et méthodes comptables énoncés en Annexe aux états financiers.

### Fondement de l'opinion

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux directives de la Banque Mondiale. Ces normes et directives requièrent de planifier et d'effectuer l'audit de manière à avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'erreur significative. Un audit implique la vérification des pièces justificatives, des montants et des informations fournies dans les états financiers. Il donne aussi lieu à l'évaluation des principes comptables appliqués par le Projet, des estimations importantes effectuées par ce dernier et de la présentation générale des états financiers. Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

## Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Fonds d'Intervention pour le Développement. Les autres informations se composent des informations contenues dans les Rapports de Suivi Financiers trimestriels (ou rapports financiers intermédiaires) et les rapports d'activités adressés aux Bailleurs ou aux Ministères de Tutelle ou à leur délégataire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation majeure à formuler au regard des autres informations contenues dans les Rapports de Suivi Financiers trimestriels (ou rapports financiers intermédiaires) et les rapports d'activités.

## Responsabilités du Projet relatives aux états financiers

Le FID est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément aux directives de la Banque Mondiale et au référentiel comptable en vigueur à Madagascar, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Il incombe à FID de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Projet.

## Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère ;
- nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée de notre audit.

## RAPPORT SUR LA CONFORMITE D'EXECUTION DU PROJET AUX TERMES DES ACCORDS, LOIS ET REGLEMENTATIONS LOCALES APPLICABLES

Au cours de notre audit des comptes du Projet de filets Sociaux de Sécurité, Financement Additionnel, volet gérée par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, nous avons examiné le respect de l'exécution du Projet conformément aux termes de l'Accord de Don D145, conclu entre le Gouvernement Malagasy et l'Association Internationale de Développement (IDA).

Dans le cadre de notre vérification, nous avons examiné les clauses principales suivantes :

- le respect des conditions stipulées dans l'Accord de don n°D145
- le respect des conditions de décaissement de la Banque Mondiale,
- le respect des conditions de passation de marchés selon les instructions de la Banque Mondiale et selon les procédures applicables au Financement.

### OPINION

A notre avis, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le non respect de la conformité d'exécution du Projet aux termes des clauses de l'Accord de don D145 d'une part, ainsi qu'aux termes des conditions de décaissement et de passation de marchés d'autre part. Les procédures de décaissement ont été appliquées conformément aux termes de l'Accord de Don, et aux instructions de la Banque Mondiale.

Le 27 avril 2018

Cabinet MPANAZAVA

**Cabinet MPANAZAVA s.r.l. P. A. »**  
AUDIT ET CONSEIL EN GESTION  
11, rue Jean Andriamady Ambrandon Ouest  
B. P. 126 ANTANANARIVO 101  
Tél. : 22 336 02 - Fax : 22 226 75  
E-mail : mpanazava@mcov.mg

Oliva RANDRIANONIMANDIMBY  
Associée

### 3 Etats financiers arrêtés au 31 décembre 2017

**4. ETATS FINANCIERS :**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2017**  
**BILAN - ACTIF**

En Ariary

**Filets Sociaux de Sécurité-FA**  
**Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR**

**Bilan - Actif(1/2)**

Modèle : 1

BILAN - Modèle Standard - Etat exprimé en Ariary

Période du 01/01/2017 Au 31/12/2017

Etat au 31/12/2017

Site : Tous

Page 1/2

Libellé	2017			2016
	Brut	Amortissement	Net	Net
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
REALISATION DES ACTIVITES	29 718 183 991,74		29 718 183 991,74	
Transferts aux bénéficiaires	19 731 077 813,76		19 731 077 813,76	
Fonds de redressement	4 736 308 000,00		4 736 308 000,00	
Réponses aux catastrophes naturelles	5 016 843 409,38		5 016 843 409,38	
Formation CPS, ML, dir écoles, partenaires	233 954 768,60		233 954 768,60	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	741 847 466,47		741 847 466,47	
Immobilisations corporelles et en cours	741 847 466,47		741 847 466,47	
*** TOTAL ACTIFS NON COURANTS ***	30 460 031 458,21		30 460 031 458,21	
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
TIERS DEBITEURS	6 330 546 897,23		6 330 546 897,23	
Avance fourniture et indemnité CCS, CPS et ML	166 363 312,00		166 363 312,00	
Avance Agence de paiement et AGEE	4 808 543 600,00		4 808 543 600,00	
Avances aux Fournisseurs d'exploitation	380 000,00		380 000,00	
Avances sur mission au personnel	10 488 443,74		10 488 443,74	
Autres débiteurs	1 317 500,00		1 317 500,00	
Préfinancement FSS initial	1 335 789 376,33		1 335 789 376,33	
Avance E/se réhab et recons infrastructure	303 768,39		303 768,39	
Charges constatées d'avance	7 360 896,77		7 360 896,77	
Compte de liaison				
VALEURS DISPONIBLES	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	
Banques	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	
Caisses				
Virements en cours				
*** TOTAL ACTIFS COURANTS ***	22 125 765 333,37		22 125 765 333,37	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 585 796 791,58</b>		<b>52 585 796 791,58</b>	

Directeur Administratif et Financier

RASOARIVELU Pierrette

Chief de Service Finances et Comptabilité

RAVELOJAONA Tahinasoa



## BILAN -PASSIF

En Ariary

Filets Sociaux de Sécurité-FA

Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Bilan - Actif(2/2)

Modèle : 1

BILAN - Modèle Standard - Etat exprimé en Ariary

Période du 01/01/2017 Au 31/12/2017

Etat au 31/12/2017

Site : Tous

Page 1/2

Libellé	2017	2016
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
FINANCEMENT IDA	47 619 570 004,50	
IDA Préfinancement FSS	1 826 640 166,53	
Fonds reçus IDA	45 158 335 199,40	
Paiements directs IDA	634 594 638,57	
AUTRES RESSOURCES	506 408 866,88	
Autres ressources	216 039 921,53	
Fonds reçus de l'Etat	20 000 000,00	
Caution de bonne exécution	203 132 945,35	
Caution de soumission	67 236 000,00	
*** TOTAL PASSIFS NON COURANTS ***	48 125 978 871,38	
-	-1 694 365 391,69	
Frais de fonct. extraord Antérieurs		
Frais de fonct. extraord. de l'exo	-1 694 365 391,69	
-		
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
TIERS CREDITEURS	6 154 183 311,89	
TMNC Cons ext, AGEE et Agence de paiement	5 636 504 197,89	
Réponses aux cata AGEX, E/se, BE et Atelier	425 553 098,95	
Fournisseurs d'exploitation	9 462 523,27	
Autres créditeurs	725 750,00	
Autres créditeurs		
Charges à payer	68 032 261,78	
Préfinancement FSS initial		
Impôts à payer	13 905 480,00	
TRESORERIE		
Découverts bancaires		
*** TOTAL PASSIFS COURANTS ***	6 154 183 311,89	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 585 796 791,58</b>	

Directeur Administratif et Financier

RASOARIVELO Pierrette

Chef de Service Finances et Comptabilité

RAVELOJAONA Tahinasoa



**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017**

**En Ariary**

Filets Sociaux de Sécurité-FA  
 Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR  
 Compte de Résultats (1/2)  
 Modèle : 2  
**COMPTE DE RESULTATS - fs fa - Etat exprimé en Ariary**  
 Période du 01/01/2017 Au 31/12/2017  
 Etat au 31/12/2017

Site : Tous Page 1/1

Libellé	2017	2016
<b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats	133 061 710,16	
Services extérieurs	793 288 252,43	
Impôts, taxes, versements assimilés	1 062 495,00	
Charges du personnel	765 862 842,12	
Autres charges de gestion	1 090 091,98	
<b>*** TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT ***</b>	<b>1 694 365 391,69</b>	
-		
<b>ELEMENTS EXTRAORDINAIRES</b>		
Charges extraordinaires		
(moins) Produits extraordinaires		
<b>*** TOTAL ELEMENTS EXTRAORDINAIRES ***</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 694 365 391,69</b>	

Directeur Administratif et Financier

**Chef de Service Finances et Comptabilité**



*(Signature)*  
 RASOARVELO Pierrette

*(Signature)*

**RAVELOJAONA Tahinasoa**

# ETAT DES RESSOURCES ET EMPLOIS AU 31 DECEMBRE 2017

<b>Filets Sociaux de Sécurité-FA</b> <b>Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR</b> <b>SOURCES ET UTILISATIONS DES FONDS (MODÈLE I)</b> <b>Modèle : 2</b> <b>Exercice 2017</b> <b>Année finissant le 31/12/2017</b>				
<b>Ariary (MGA)</b>				
Désignation	Année	Cumulatif	Page 1/1	
			Prévisions 6 mois	
RESSOURCES				
RESSOURCES	47 619 570 004,50		47 619 570 004,50	6 058 825 459,48
RESSOURCES IDA	46 984 975 365,93		46 984 975 365,93	
IDA: Paiement Direct	634 594 638,57		634 594 638,57	
AUTRES RESSOURCES		323 107 734,90		323 107 734,90
Intérêts créditeurs	52 738 789,55		52 738 789,55	
CBE et Caution de soumission	270 368 945,35		270 368 945,35	
Autres ressources	141 546 750,74		141 546 750,74	
Fonds Reçu de l'Etat	20 000 000,00		20 000 000,00	
Total RESSOURCES	48 104 224 490,14		48 104 224 490,14	
Financement Total	48 104 224 490,14		48 104 224 490,14	
EMPLOIS				
1a. Réponses aux catastrophes	2 331 701 169,61		2 331 701 169,61	1 850 517 165,23
1b. Transferts monétaires	22 524 777 553,27		22 524 777 553,27	12 746 553 760,53
1c. Fonds de redressement	4 986 760 800,00		4 986 760 800,00	5 606 910 000,00
2. Renforcement de capacité institutionnel	2 465 766 531,12		2 465 766 531,12	1 650 062 969,86
Total EMPLOIS	32 309 006 054,00		32 309 006 054,00	21 854 043 895,62
Total des dépenses	32 309 006 054,00		32 309 006 054,00	
Encaissements moins dépenses	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	-15 795 218 436,14
Evolution nette de l'encaisse	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	-15 795 218 436,14
Solde d'ouverture de l'encaisse				15 795 218 436,14
TRESORERIE				
Banque				
Caisse				
Virement en cours				
Total TRESORERIE				
Total de l'encaisse d'ouverture				
Encaisse nette disponible	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	0,00
Solde de clôture de l'encaisse				
Banque	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	
Caisse				
Virement en cours				
Solde total de clôture de l'encaisse	15 795 218 436,14		15 795 218 436,14	0,00



Directeur Administratif et Financier

RASOARIVELO Pierrette

Chief de Service Finances et Comptabilité

RAVELOJAONA Tahinasoa

## UTILISATION DE FONDS AU 31 DECEMBRE 2017

Filets Sociaux de Sécurité-FA  
Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

### UTILISATION DES FONDS PAR ACTIVITÉ DE PROJET (MODÈLE I)

Modèle : 1

Exercice 2017

Année finissant le 31/12/2017

Ariary (MGA)

Page 1/1

Composantes et Activités de l'Entité		Année			Cumulatif		
		Prévu	Effectif	Ecart	Prévu	Effectif	Ecart
1	Filets Sociaux de Sécurité	27 762 117 125,00	29 843 239 522,88	-2 081 122 397,88	27 762 117 125,00	29 843 239 522,88	-2 081 122 397,88
1a	Réponses aux catastrophes naturelles	3 933 000 000,00	2 309 443 349,61	1 623 556 650,39	3 933 000 000,00	2 309 443 349,61	1 623 556 650,39
1b	Transfert en espèces aux bénéficiaires	15 729 117 125,00	22 547 035 373,27	-6 817 918 248,27	15 729 117 125,00	22 547 035 373,27	-6 817 918 248,27
1c	Fonds de redressement	8 100 000 000,00	4 986 760 800,00	3 113 239 200,00	8 100 000 000,00	4 986 760 800,00	3 113 239 200,00
2	Renforcement de la capacité institutionnelle de l'administra	2 604 658 319,54	2 465 766 531,12	138 891 788,42	2 604 658 319,54	2 465 766 531,12	138 891 788,42
21	Assistance technique	326 262 500,00	291 573 172,39	34 689 327,61	326 262 500,00	291 573 172,39	34 689 327,61
22	Investissement	73 800 000,00	747 697 466,47	-673 897 466,47	73 800 000,00	747 697 466,47	-673 897 466,47
23	Coût de management du projet	2 204 595 819,54	1 426 495 892,26	778 099 927,28	2 204 595 819,54	1 426 495 892,26	778 099 927,28
	<b>Total général</b>	<b>30 366 775 444,54</b>	<b>32 309 006 054,00</b>	<b>-1 942 230 609,46</b>	<b>30 366 775 444,54</b>	<b>32 309 006 054,00</b>	<b>-1 942 230 609,46</b>



Directeur Administratif et Financier

*RASOARIVELO Pierrette*  
RASOARIVELO Pierrette

Chief de Service Finances et Comptabilité

*RAVELOJAONA Tahinasoa*  
RAVELOJAONA Tahinasoa

☎ : 22 361 50 « FID : Traikefa, Tsangambato

Fax : 22 336 06

E-mail : [dirgen.@dir.fid.mg](mailto:dirgen.@dir.fid.mg)

Fiahianatsymiato » ☒ : 8231

### 3.5 Etat justificatif du solde du compte désigné au 31 décembre 2017

<b>FID FSS FA - Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR</b> <b>Etat du compte spécial</b> <b>Exercice 2017 - Trimestre finissant le 31/12/2017</b> <b>IDA D1450 BNI CA</b> <b>Ankorondrano</b>		
	USD	USD
Partie I		
1. Avances reçues		14 574 433,01
2. Dépenses éligibles antérieures		6 361 133,69
2a. Intérêts créditeurs des sous-com		15 345,02
<b>3. Différence Avances et Dépenses (1 - 2 + 2a)</b>		<b>8 228 644,34</b>
Partie II		
4. Solde au 01/10/2017		6 424 576,14
5. +/- Intérêts débiteurs ou créditeurs de la période	8 817,89	
6. +/- : Avances de la période	1 795 250,31	
7. (5 + 6)		1 804 068,20
<b>8. (4 + 7)</b>		<b>8 228 644,34</b>
9. Solde au 31/12/2017		4 760 671,66
10. Soldes comptes (détail)		
Compte désigné DG	2 287 535,27	
Compte désigné DRT		
Compte désigné DRD		
Compte désigné DRF		
Compte désigné DRM		
Compte désigné DRA		
Compte désigné DRU		
Compte désigné DRK		
Compte désigné DRP	2 471 101,01	
Compte Banque centrale	2 035,38	
11. +/- : Dépenses éligibles de la période	3 467 972,68	
<b>13. (09 + 11)</b>		<b>8 228 644,34</b>
14. Différence (08 - 13)		0,00
Partie III		
15. Dépenses budgétisées à payer par la BM		7 049 691,58
16. - : Solde après ajustements	4 760 671,66	

## 3.6 Situation financière du Crédit

La présente situation financière est extrapolée de la situation disponible sur le site web de la Banque Mondiale (Client Connection).

Au 31 décembre 2017

Montants en DTS

Monthend Status of Categories						
Categories	Description	Net	Documented/ Disbursed	Undocumented/ Undisbursed	Committed	Available
I(A)	Cash 4 WK A3a G,W,NCS,CS,OP,TR A3b	900,000.00	151,240.54	748,759.46	0.00	748,759.46
I(B)	Uncondition cash tfs & HDCT A3c(i)	12,300,000.00	2,939,035.01	9,360,964.99	0.00	9,360,964.99
I(C)	Live Rec SubGrants and CS A3cIII	2,900,000.00	1,149,115.66	1,750,884.34	0.00	1,750,884.34
2	GD,WK,NCS,CS,OC & TR Pt B	2,200,000.00	417,496.70	1,782,503.30	0.00	1,782,503.30
Monthend Status of Categories						
Categories	Description	Net	Documented/ Disbursed	Undocumented/ Undisbursed	Committed	Available
3	GD,WK,CS,OC & TR Pt C	700,000.00	5,490.87	694,509.13	0.00	694,509.13
4	GDS,NCS,CS,OC & TR A3c(ii)	6,100,000.00	1,722,335.05	4,377,664.95	0.00	4,377,664.95
DA-AA	IDA D145 MG FID	0.00	6,071,576.02	6,071,576.02-	0.00	6,071,576.02-
DA-BB	IDA D145 MG MPSPPW	0.00	229,363.59	229,363.59-	0.00	229,363.59-
DA-CC	IDA D145 MG U-PNNC	0.00	741,586.70	741,586.70-	0.00	741,586.70-
UN-1	UNOPS	0.00	158,336.61	158,336.61-	0.00	158,336.61-
UN-2	UNOPS 2	0.00	22,505.86	22,505.86-	0.00	22,505.86-
UN-3	UNOPS 2	0.00	37,795.68	37,795.68-	0.00	37,795.68-
UN-5	UNOPS 3	0.00	9,467.14	9,467.14-	0.00	9,467.14-
UN-7	UNOPS 4	0.00	39,450.42	39,450.42-	0.00	39,450.42-
	<b>Total</b>	<b>25,100,000.00</b>	<b>13,694,795.85</b>	<b>11,405,204.15</b>	<b>0.00</b>	<b>11,405,204.15</b>

**Notes :**

- On December 31, 2017, XDR 1.0 = USD 1.42413000

**Abbreviations Used**

USD	United States Dollars
UN	UN Type Advance
DA	Designated Account
XDR	Special Drawing Rights
MGA	Malagasy Ariary

## ETAT JUSTIFICATIF DU RELEVÉ DE DEPENSES EN DOLLAR USD

COMPOSANTE	2017				TOTAL
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	
1. Filets Sociaux de Sécurité	288 243,03	2 865 925,87	2 806 794,25	3 298 409,19	9 259 372,34
Réponses aux catastrophes naturelles		22 015,02	190 363,68	544 843,96	757 222,65
Transfert en espèces aux bénéficiaires	288 243,03	2 843 910,86	1 003 669,72	2 657 008,44	6 792 832,05
Fonds de redressement			1 612 760,85	96 556,79	1 709 317,64
2. Renforcement de la capacité institutionnelle de l'administra	46 995,11	162 735,69	190 439,73	169 563,49	569 734,02
<b>TOTAL</b>	<b>335 238,14</b>	<b>3 028 661,56</b>	<b>2 997 233,98</b>	<b>3 467 972,68</b>	<b>9 829 106,37</b>

## SUIVANT ETAT DU COMPTE DESIGNÉ AU 31/12/2017

Dépenses éligibles antérieures au 01/01/2017

Dépenses éligibles de la période

**Total**-  
9 829 106,37  
9 829 106,37

Directeur Administratif et Financier

RASOARIVELO Pierrette

Chef de Service Finances et Comptabilité

RAVELOJAONA Tahinasoa

## En Ariary

FID

FSS-FA CONSOLIDE

## CONCORDANCE DES EMPLOIS AUX DIFFERENTS POSTES DU BILAN /CHARGES AU 31/12/2017

EMPLOIS ET RESSOURCES		BILAN		Comptes à payer D=(B)+©-(A)	COMPTE DE RESULTAT	
		ACTIFS NON COURANTS			Assistance technique	Fonctionnement
Composantes	Montant	Immobilisations corporelles	Réalisations			
Réponses aux catastrophes	2 331 701 169,61	-	5 016 843 409,38	2 685 142 239,77		
Transferts monétaires	22 524 777 553,27	-	19 965 032 582,36	- 2 559 744 970,91		
Fonds de redressement	4 986 760 800,00		4 736 308 000,00	- 250 452 800,00		
	-		-	-		
<b>Sous-total</b>	<b>29 843 239 522,88</b>	<b>-</b>	<b>29 718 183 991,74</b>	<b>- 125 055 531,14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GESTION DE PROJET</b>						
Immobilisations corporelles et en cours	747 697 466,47	741 847 466,47		- 5 850 000,00		
Assistance technique et frais de fonctionnement	1 718 069 064,65		-	- 23 703 672,96	765 862 842,12	928 502 549,57
<b>Sous-total</b>	<b>2 465 766 531,12</b>	<b>741 847 466,47</b>	<b>-</b>	<b>- 29 553 672,96</b>	<b>765 862 842,12</b>	<b>928 502 549,57</b>
<b>Total</b>	<b>32 309 006 054,00</b>		<b>30 460 031 458,21</b>	<b>- 154 609 204,10</b>		<b>1 694 365 391,69</b>
	(A)		(B)	(D)=(B)+©-(A)	©	

## Explication écart :

Tiers créditeurs (1)

6 154 183 311,89

Tiers débiteurs (2)

6 330 546 897,23

Solde (3)=(1)-(2)

- 176 363 585,34

(D)-(3)

21 754 381,24

mouvements sans flux

Directeur Administratif et Financier

RASOARIVelo Pierrette

Chef de Service Finances et Comptabilité

RAVELOJAONA Tahinasoa





---

Antananarivo, le 10 mars 2018

**Fonds d'Intervention pour le  
Développement**

Au

**Cabinet MPANAZAVA  
Auditeur des Projets Filets Sociaux  
de Sécurité (FSS) et FSS Financement  
Additionnel**

**11 rue Jean Andriamady  
Ampandrana Ouest  
ANTANANARIVO**

### LETTRE D’AFFIRMATION

OBJET : Revue des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 du FSS – Crédit 5708 MG et FSS  
FA – Don IDA 145MG

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de votre examen des états financiers des Projets FSS et FSS FA, financés par l'IDA-  
Crédit 5708 MG et Don 145 MG, constitués par le Bilan, le compte de résultat, l'Etat des Ressources et  
Emplois et les Annexes, effectué en vue de certifier la régularité et la sincérité de nos comptes pour la  
période arrêtée au 31 décembre 2017, nous vous confirmons, en toute bonne foi, les informations  
suivantes que nous vous avons données au cours de votre examen :

1. En tant que responsable de l'arrêté des comptes, nous considérons que les états financiers du Projet  
FSS et FSS FA, comprenant le Bilan, le Compte de Résultat, l'Etat des Ressources et Emplois et  
l'Annexe incluant l'Etat justificatif du solde du compte désigné et le Relevé des dépenses y  
afférent, tels qu'ils sont présentés reflètent sincèrement et régulièrement leur situation active et  
passive respective et le résultat des règles d'évaluation et de présentation tels que stipulés en note  
annexe aux états financiers.
2. L'ensemble de la comptabilité et de la documentation y afférente ainsi que tous les contrats ayant  
ou pouvant avoir une incidence significative sur les comptes annuels, et tous les aides mémoires  
de la Banque Mondiale pour notre activité au titre de l'exercice 2017 ont été mis à votre disposition.
3. Les fonds de l'IDA ont été employés aux fins prévues, conformément aux dispositions pertinentes  
de l'Accord de Crédit conclu entre la Banque Mondiale et le Gouvernement Malagasy IDA N.  
5708 MG en date du 13 novembre 2015 et de l'Accord de don signé le 01 décembre 2016.
4. Nous n'avons connaissance :

- a) d'aucune irrégularité ou malversation commise par un membre du Fonds d'Intervention pour le Développement (F.I.D) ou par un cadre ou employé ayant un rôle important dans la définition du système comptable et de contrôle interne ;
  - b) d'aucune irrégularité ou malversation commise au sein du Fonds d'Intervention pour le Développement (F.I.D) par d'autres employés et pouvant avoir une incidence significative sur la présentation de nos comptes ;
  - c) d'aucun avertissement ou de mise en demeure d'organismes officiels concernant le non respect ou le manquement aux règles de présentation de nos comptes annuels et qui pourrait avoir une incidence significative sur ceux-ci ;
  - d) d'aucune transaction s'étant traduite ou pouvant se traduire par des versements ou des recettes dont le caractère licite pourrait être mise en cause, ou de fonds occultes ayant servi ou pouvant servir à de telles opérations.
5. Nous n'avons aucun plan de restructuration ou de réorganisation en cours ou prévu qui pourrait affecter la valeur et la classification des actifs et des passifs tels qu'ils sont montrés à notre bilan.
  6. Nous n'avons connaissance :
    - D'aucune violation ou infraction aux lois, décrets ou règlements, dont l'incidence pour notre Projet serait telle que ces faits devraient être mentionnés dans une note annexée aux états financiers;
    - D'aucun passif important (tel que notification de redressement, procès en cours, garanties accordées aux tiers, etc.) ou de pertes potentielles, non communiquées à l'Auditeur et non enregistrées ou qui devraient faire l'objet d'une note annexée aux états financiers ;
    - D'aucune réclamation pouvant résulter en des indemnités importantes au bénéfice du FID.
    - D'aucune affaire litigieuse ou contentieuse en cours pour laquelle nos Conseils Juridiques et/ou Avocats nous ont informés qu'une action légale ou judiciaire éventuellement nous est intentée, non communiquée à l'Auditeur.
  7. Toutes les transactions de l'exercice ont été régulièrement enregistrées dans nos livres et correctement portées dans le bilan de clôture.
  8. Le FID s'est conformé à toutes les clauses de contrats au titre desquels elle était engagée et qui, dans le cas contraire, pourraient avoir des conséquences dommageables importantes.
  9. Depuis le 31 décembre 2017, il n'est survenu aucun événement susceptible de remettre en cause la sincérité et la régularité des états financiers la période considérée ou qui, le cas échéant, devrait être mentionné dans les notes qui leur sont annexées.
  10. Toutes les informations comptables et financières adressées ou mises à la disposition des membres de l'Agence d'exécution au cours de l'exercice vous ont été communiquées.
  11. Nous avons pris toutes les mesures pour le maintien d'un système de contrôle interne adéquat durant tout l'exercice, incluant un système de comptabilité et de gestion financière, de passation de marchés et de suivi des activités du projet, et permettant l'établissement de rapports de suivi financiers et d'états financiers fiables, cohérents et exhaustifs.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.



Le Directeur Général p.i du FID

*Pierrette*

## 3.10 Annexes aux états financiers

### 1. PRESENTATION DE L'INSTITUTION FID :

- **Le Fonds d'Intervention pour le Développement – FID** - est une association créée en 1993, **reconnue d'utilité publique** suivant le décret N°9344 du 27 janvier 1993 et régie par l'ordonnance N°60-133 portant régime général des associations.
- **Selon ses statuts**, il a pour **objet social** de mobiliser des financements afin de promouvoir, de financer et de réaliser des projets communautaires à caractère économique et social, des renforcements de capacité des divers acteurs de développement au niveau local.
- Depuis sa création à ce jour, le FID est particulièrement connu :
  - **Dans le domaine de mise en place d'infrastructures sociales de base** (écoles, centres de santé de base, pistes, adduction d'eau potable...) ou **économiques** (places de marchés, micro périmètres irrigués, ouvrages de franchissement),
  - **La réhabilitation et /ou reconstruction d'infrastructures** endommagées par les catastrophes naturelles avec **ses dispositifs para cycloniques**.
  - **D'appui au développement local** (appui aux communes et communautés) par les activités de renforcements de capacités (maîtrise d'ouvrage communale ou communautaire, appui à la mise en place de Plans Communaux de Développement).
  - **Dans le domaine de la Protection Sociale :**
    - par la mise en place de chantiers Argent Contre Travail réalisés en système de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) ciblant les couches de la population victimes de chocs économique ou de catastrophes naturelles.
    - par la mise en œuvre des activités Filet de Sécurité Productif (FSP) et le Programme de Transfert Monétaire pour le Développement Humain (TMDH) dont les ménages bénéficiaires sont identifiés comme des ménages les plus pauvres au sein des communautés géographiquement sélectionnés.
- **Du point de vue institutionnel**, le FID est **rattaché à la Primature** dans le cadre d'un accord subsidiaire relatif à la rétrocession par l'Etat Malagasy des Crédits qui lui sont octroyés par les Bailleurs de Fonds dont principalement la Banque Mondiale.

Depuis sa création, le FID a géré jusqu'à la date d'aujourd'hui plusieurs programmes sous financement de la Banque mondiale dont ci-dessous la liste :

Projet	Intitulé	Durée	en USD	
			Montant Crédit	Montant Cumulé
FID I	Fonds social	1993 – 1996	10 000 000,00	10 000 000,00
FID II	Fonds social	1996 – 1999	35 000 000,00	45 000 000,00
FID III - initial	Programmes communautaires (exclusivement association)	1999 – 2000	15 000 000,00	60 000 000,00

FID III - DC	Dégâts cycloniques	2000 – 2001	18 000 000,00	78 000 000,00
FID IV - initial	Programme de Développement Communautaire	2001- 2008	125 000 000,00	203 000 000,00
FID IV - DC	Dégâts cycloniques	2004 – 2008	50 000 000,00	253 000 000,00
FID IV - crédit additionnel	Programme de Développement Communautaire	2006 – 2008	18 000 000,00	271 000 000,00
Don japonais TF 058013	Politique Nationale sur la Décentralisation et la Déconcentration (PN2D)	2007-2008	480 000,00	271 480 000,00
EFSRP	Programme de sécurité Alimentaire et de Reconstruction	2009-2011	40 000 000,00	311 480 000,00
PUPIRV	Programme d'Urgence pour la Préservation des Infrastructures et de la Réduction de la Vulnérabilité	2013-2016	17 400 000,00	328 880 000,00
PURSAPS	Programme d'Urgence de Sécurité Alimentaire et de Protection Sociale	2014-2017	20 000 000,00	348 880 000,00
FSS	Filets Sociaux de Sécurité	2015-2020	36 700 000,00	385 580 000,00
FSS FA	Filets Sociaux de Sécurité - Financement Additionnel (Don)	2016-2020	25 500 000,00	411 080 000,00

## **2. STRUCTURE ET RESSOURCES HUMAINES**

Le FID est structuré en deux niveaux :

- 1) **Une Direction Générale** chargée de la coordination générale des activités,
- 2) **Sept Directions Inter Régionales** dotées d'autonomie technique et financière à Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Toliara, Manakara, Sambava et Fort Dauphin.

Compte tenu de la zone d'intervention prévue dans les documents juridiques, le financement géré pour chaque direction est présenté comme suit :

<b>Antananarivo</b>	<b>Andapa</b>	<b>Fianarantsoa</b>	<b>Toamasina</b>	<b>Toliara</b>	<b>Manakara</b>	<b>Fort Dauphin</b>
PUPIRV		PUPIRV		PUPIRV	PUPIRV	
PURSAPS	PURSAPS	PURSAPS		PURSAPS		
FSS		FSS	FSS	FSS	FSS	FSS
						FSS

						Financement Additionnel
--	--	--	--	--	--	----------------------------

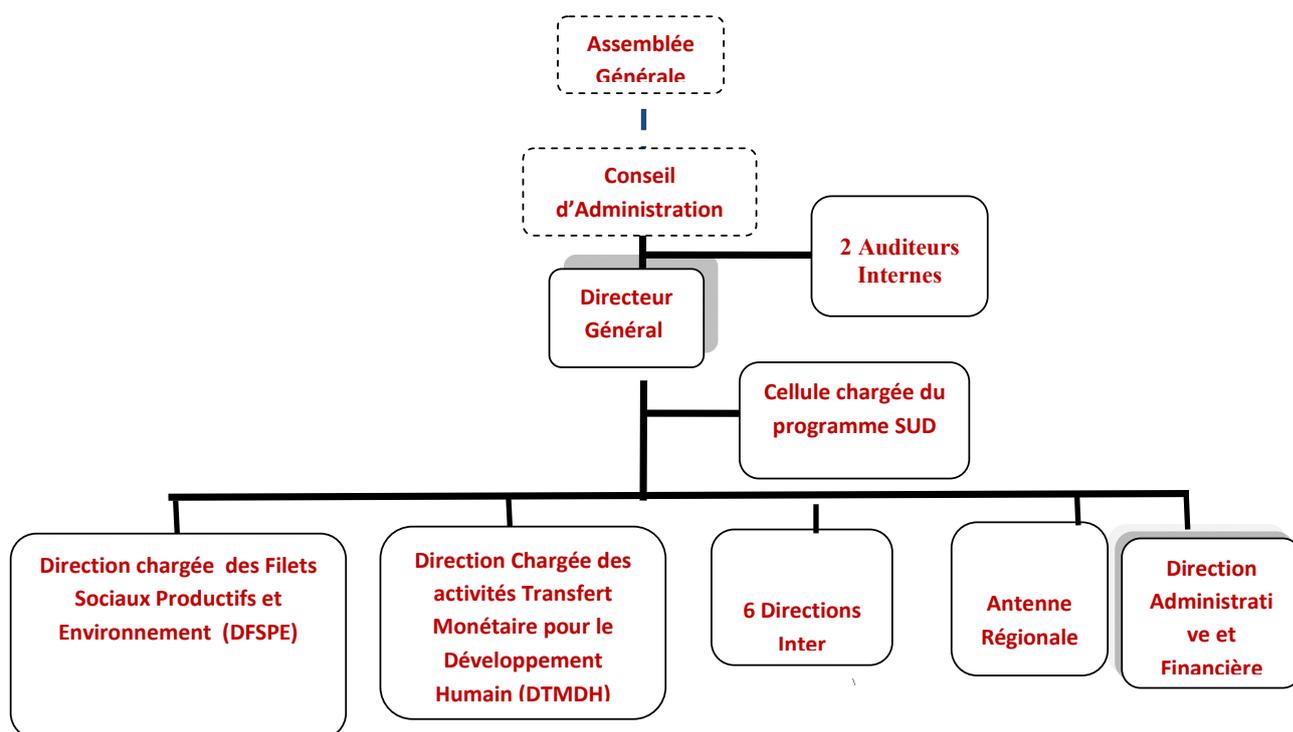
En termes de ressources humaines, le FID dispose dans chaque niveau (Direction Générale et Directions Inter Régionales) **des cadres pluridisciplinaires** composées de :

- ✚ **Ingénieurs du Génie Civil** (Bâtiments, Travaux Publics et Hydraulique) pour la conception et la supervision techniques des activités,
- ✚ **Ingénieurs agronomes** pour assurer particulièrement le strict respect des directives environnementales dont notamment celles de la Banque Mondiale (conception et mise en place d’outils de suivi environnemental, Plan de gestion environnementale et sociale),
- ✚ **Socio-organiseurs et économistes** pour l’appui à la gestion communautaire des Projets,
- ✚ **Financiers et Comptables** pour la gestion financière et comptable,
- ✚ **Analystes/Informaticiens** pour la partie suivi-évaluation et gestion de système.

L’effectif total du personnel du FID toutes Directions confondues est de 318, répartis comme suit :

- ✚ 235 cadres opérationnels,
- ✚ 83 personnels d’appui (chauffeurs, standardiste, gardiens, coursier, femmes de ménages)

Ci-dessous l’organigramme du FID :



### **3. PRESENTATION DU PROJET :**

Face à la sécheresse dans la partie Sud de Madagascar, le Gouvernement Malagasy avec l'appui de la Banque Mondiale a accordé un Don de Financement Additionnel « DONS IDA-D1450-001MG » aux Projets de Filets Sociaux de Sécurité pour mettre en œuvre une intervention intégrée de nutrition et de transferts monétaires dans les zones affectées par la sécheresse dans le sud du pays.

Sous la coordination du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, le programme FSS FA finance quatre (04) sous composantes :

- Transferts monétaires aux ménages enregistrés dans les sites de nutrition de l'U-PNNC (Objectif dans le PAD : 65 000 ménages)
- Allocation d'un fonds de redressement pour chaque ménage bénéficiaire du Transferts monétaires,
- Intervention d'urgence post catastrophe à travers la réhabilitation des infrastructures sociales de base,
- Renforcement des services nutritionnels de l'ONN/U-PNNC dans les sites priorisés.

Les trois premières sous-composantes suscitées sont mis en œuvre par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) tandis que la quatrième est sous la responsabilité de l'Unité de Programme National de Nutrition Communautaire (U-PNNC).

Pour rappel, le FSS FA ne changera pas l'objectif de Développement du projet FSS qui est « d'appuyer le Gouvernement à améliorer l'accès des ménages extrêmement pauvres et vulnérables aux services de filets de sécurité et à jeter les bases d'un système de protection sociale ». Le FSS FA a comme objectif spécifique de fournir aux ménages bénéficiaires un supplément de revenu pour:

- Stabiliser les revenus des ménages affectés par la sécheresse (transfert non conditionnel) ;
- Appuyer la reconstitution des actifs des ménages (le fonds de redressement)
- Appuyer l'intégration des enfants de 6 à 12 ans dans le système scolaire (le transfert conditionnel lié à l'incitation scolaire des enfants en primaire ou TMDH) ;
- Renforcer l'accès aux Services de Nutrition.

Le projet FSS FA a été mis en vigueur le 15 Janvier 2017 et sera exécuté sur une période de 4 ans à partir du mois juillet 2016 jusqu'au mois de septembre 2020.

Le programme FSS – Financement Additionnel comprend les catégories et les sous catégories suivantes :

<b>Catégorie</b>	<b>Montant en USD</b>	<b>Agence d'exécution</b>
1(a). Réponses aux catastrophes	1 300 000,00	FID
1(b). Transferts monétaires non conditionnels et conditionnels (y compris les dépenses relatives aux transferts)	17 100 000,00	FID
1©. Fonds de redressement	4 000 000,00	FID

2. Fournitures, travaux, consultance et prestations de services, formation, coût de fonctionnement	3 100 000,00	FID
3. Fournitures, travaux, consultance et prestations de services, formation, coût de fonctionnement	1 000 000,00	MPPSPF
4. Fournitures, travaux, consultance et prestations de services, formation, coût de fonctionnement	8 500 000,00	UPNNC
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>35 000 000,00</b>	

Le montant du transfert est de :

Pour la 1<sup>ère</sup> année :

- (i) 30 000Ar par mois pour un transfert permanent mensuel pendant 12 mois
- (ii) 180 000Ar pour un fonds de redressement afin d'appuyer la reconstitution des actifs des ménages (activités génératrices de revenus).

Pour la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année :

- (iii) 20 000Ar de base par 2 mois et 5 000Ar par enfant scolarisé pendant 24 mois soit 12 transferts

Il est financé avec un don d'un montant de \$ USD 35 Millions suivant un Accord de Financement entre l'IDA et le Gouvernement Malagasy. Ci-dessous la répartition par Agence d'exécution :

- La Nutrition mis en œuvre par l'ONN (U/PNNC) : 8,5 millions \$
- Le Transfert monétaire mis en œuvre par le FID : 25,5 millions \$
- Le renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour la coordination, suivi et évaluation des principaux programmes de protection sociale par le MPPSPF : 1 million \$

Pour le FSS FA, l'année 2017 a été marquée par l'accomplissement des Transferts Monétaire Non Conditionnel et la réalisation du paiement de la première tranche de fonds de redressement pour les ménages bénéficiaires.

A titre d'information, l'enregistrement des ménages bénéficiaires a été effectué en 3 vagues et s'est basé sur la liste fournie par l'U-PNNC. Actuellement, le programme FIAVOTA compte 57 815 ménages bénéficiaires. En conséquence, le nombre de transfert perçu par les ménages diffère par vague.

L'élaboration du Manuel d'opération du Fonds de redressement a été retravaillée avec la participation effective des ingénieurs de la DRP suite aux recommandations de la Banque mondiale. Ce manuel a été rédigé à l'intention des Agences d'enregistrement et d'encadrement (AGEE) mandatés par le FID et a comme but d'améliorer leur capacité pour pouvoir mieux accompagner les ménages dans la réalisation des petits projets financés par le FR, notamment à travers les renforcements des capacités, les appuis-conseils et le suivi. En plus, une séance de formation des AGEE axée le FR et sur l'utilisation de ce manuel a été dispensée au mois de Février 2017.

## ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

### I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DU PROJET

#### a. Présentation des états financiers :

Suivant la réunion tenue le 30 mars 2006 auprès de la Banque Mondiale, les normes comptables appliquées par FSS Additionnel sont celles préconisées par les directives de la Banque Mondiale (PCG 2005) pour les opérations financées par les fonds du prêt IDA.

Les normes comptables définies dans le cadre conceptuel du PCG 2005 comprennent : (i) les conventions comptables de base, les caractéristiques qualitatives de l'information financière, les principes comptables fondamentaux, la définition des actifs, passifs et capitaux propres, charges et produits; (ii) les règles de présentation des états financiers; (iii) les méthodes de comptabilisation et d'évaluation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les états financiers du Projet sont les suivants :

- Bilan ;
- Compte de résultat ;
- Etat des Ressources et Emplois (ERE)
- Annexe incluant :
  - les données chiffrées et comparatives des principaux postes des états financiers (créances, fonds reçus, ...),
  - l'état justificatif du relevé de dépenses en USD,
  - le tableau de concordance des postes de l'Etat des Ressources et Emplois aux différents postes du Bilan et des comptes de charges et produits du Compte de résultat.

Il convient d'apporter des précisions sur les comptes ci-après :

#### *i. Consolidation des opérations comptables*

Les opérations comptables sont consolidées au niveau de la Direction Générale à partir des sept balances Générales des deux directions : Direction Générale et la direction Interrégionale de Fort dauphin. Les états financiers consolidés du Projet sont produits par la Direction Générale. Au niveau du Bilan du Projet, les comptes de liaison sont soldés en fin de période. Le financement additionnel du projet FSS a été préparé et négocié au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2016. Le FSS Financement Additionnel est un programme du Gouvernement de Madagascar avec l'appui de la Banque Mondiale. Ce programme concerne la mise en œuvre d'un projet de protection sociale et nutrition sous forme de transferts monétaires pour appuyer le redressement des ménages les plus affectés dans le Sud. Le projet est sous financement de la Banque Mondiale avec des fonds additionnels du FSS de la composante 1.c : réponse aux catastrophes, visant à résoudre les problèmes de pauvreté chronique, de difficultés alimentaires et de vulnérabilité à la sécheresse de la population dans les districts du grand Sud qui sont concernés.

En attendant le déblocage effectif du fonds du financement additionnel, sous forme de don, et à la demande du gouvernement, la Banque a autorisé l'utilisation de la composante 1.c et composante 2 du FSS Initial en date du 30 novembre 2016 pour la mise en œuvre des activités prévues sur le Financement Additionnel c'est-à-dire le transfert monétaire non conditionnel et l'Administration du projet. Les opérations relatives au programme FSS Financement Additionnel sont comptabilisées dans la base comptable du FSS crédit initial.

A la date de mise en vigueur du crédit, le 15 janvier 2017, la comptabilité sur le FSS crédit initial a été clôturée et les écritures comptables ont été transférées dans la base comptable du crédit additionnel. Le transfert des écritures s'est effectué par nature et catégorie des dépenses qui sont prévues dans l'accord de financement. Toutes les opérations de transfert ont été effectuées sur la base comptable consolidée.

*ii. Bilan du projet :*

Le bilan du Projet est établi selon la méthode de présentation préconisée par le Plan Comptable Général 2005, par présentation des actifs et passifs non courants, et des actifs et passifs courants.

*iii. Etat des emplois et ressources :*

Cet état présente les emplois par catégorie de dépenses. Les ressources sont présentées par ligne de financement (IDA et autres ressources).

**b. Demande d'approvisionnement du compte désigné :**

Le Projet utilise la méthode de décaissement basée sur le Rapport de Suivi Financier (RSF) c'est-à-dire sur la base des prévisions 6 mois. La justification des dépenses réalisée doit être effectuée à chaque fin de trimestre avec mise à jour de la prévision de décaissement pour les 6 mois à venir. Le Manuel de Décaissement de la Banque mondiale, la lettre de décaissement et le Manuel de Procédures Comptables décrivent les étapes à suivre pour obtenir une avance du Compte Désigné, un paiement direct ou une demande d'engagement spécial.

Conformément à la procédure décrite dans les documents juridiques, le Projet utilise des sous-comptes régionaux afin d'assurer la fluidité nécessaire du financement des sous-projets. Le Compte Désigné est maintenu en dollars des Etats-Unis et le sous-compte régional reçoit des contre valeurs libellées en Ariary, selon le taux de change en vigueur le jour du transfert de fonds.

Le sous-compte régional est approvisionné sur la base de prévision 3 mois après avoir justifié le fonds utilisé du trimestre écoulé.

## **II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DU PROJET**

**a. Principes et méthodes comptables :**

D'une manière générale, les principes et méthodes comptables appliqués par le Projet sont conformes aux méthodes et principes comptables fondamentaux préconisés par le nouveau Plan Comptable Général 2005 d'une part, et aux directives émises par la Banque Mondiale (mai 2006) d'autre part.

**b. Comptabilité d'engagement :**

Les dépenses présentées dans le bilan et le compte de résultat sont comptabilisées et rattachées à la période au cours de laquelle le fait générateur a eu lieu, indépendamment de la date de leur règlement (comptabilité d'engagement) à l'exception des charges payées d'avance, lesquelles sont totalement comptabilisées durant l'année de leur règlement.

Le Tableau des Emplois et Ressources présente uniquement les opérations entraînant un flux réel de trésorerie (encaissement et décaissement).

Un tableau de rapprochement du tableau des emplois et ressources et des réalisations /charges du bilan / compte de résultat fait ressortir un écart qui doit correspondre aux créances et dettes impayées à la fin de l'exercice figurant dans le bilan.

*c. Immobilisations :*

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat augmenté des frais d'approche). Les opérations liées aux acquisitions /cessions des immobilisations corporelles sont enregistrées uniquement au niveau de la Direction Générale. Le Projet ne constate pas d'amortissement sur les immobilisations corporelles.

*d. Réalisations :*

Les réalisations concernent des travaux exécutés et acquis par le projet pour le compte d'autres utilisateurs finaux.

*e. Transactions en devises*

Les opérations en devises sont converties et comptabilisées selon les taux sur les avis de débit de la Banque Mondiale pour les tirages directs, et selon les taux sur les avis de débit des banques primaires pour le compte désigné central.

Les soldes des comptes bancaires libellés en devises sont converties en Ariary au taux en vigueur à la date de clôture, les différences de conversion constatées servent à réajuster les comptes de trésorerie et sont comptabilisées en pertes ou gains de change.

Le taux de change appliqué à la date de clôture de l'exercice est de 1 USD = **3 230.19**

*f. Compte de projet (Ressources propres):*

Un compte de projet libellé en Ariary est ouvert pour la direction inter-régionale de Fort dauphin pour financer les dépenses prévisionnelles éligibles aux termes de l'accord financement telles que provisions indemnités de mission, avances et paiement par chèque des dépenses de fonctionnement. Les dépenses avancées par le compte de projet seront remboursées hebdomadairement sur le compte désigné ou sous comptes désignés avec les pièces justificatives réelles.

Le montant du dépôt initial pour la Direction Inter Régionale de Fort dauphin est de 30 000 000,00Ariary.

*g. Encaisse nette disponible*

L'encaisse nette disponible représente la situation de trésorerie à la clôture de l'exercice

*h. Excédent/Insuffisance des produits sur les charges dans le compte du résultat*

Le montant inscrit dans le compte de résultat concerne le cumul des frais de fonctionnement par nature des dépenses. Aucun produit ordinaire n'étant à priori à constater dans la comptabilité du FID.

*i. Excédent/insuffisance des produits sur les charges dans le bilan*

Le montant inscrit au Bilan est le cumul des frais de fonctionnement par nature des dépenses. Aucun produit ordinaire n'étant à priori à constater dans la comptabilité du FID.

### III. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS

L'environnement de travail du FID en 2017 a été marqué par les évènements qui se résument comme suit :

- L'Audit de la gouvernance du FID, effectué par les spécialistes en gestion financière de la Banque Mondiale ;
- Les formations du personnel : formation du personnel sur la nouvelle version de TOM<sup>2</sup>PRO; renforcement de capacités du personnel et des partenaires (formation en suivi-évaluation, formation en Finances publiques, formation en gouvernance citoyenne et redevabilité sociale) ;

Du 01 Janvier 2017 au 31 Décembre 2017, quatre demandes de réapprovisionnement du compte désigné ont été envoyées auprès de la Banque, Réf 01 CS jusqu'au 04 CS. Ci-après la liste des demandes envoyées depuis le début du projet :

Référence	Demande de fonds relative à la période du	Montant en USD	Date d'envoi	Date de réception de fonds dans le compte désigné
01 CS	avance initiale	6 826 082,84	15/02/2017	23/02/2017
02 CS	01/01/2017 au 31/03/2017	3 367 079,73	29/05/2017	01/06/2017
03 CS	01/04/2017 au 30/06/2017	2 525 280,88	03/08/2017	08/08/2017
04 CS	01/07/2017 au 30/09/2017	1 855 989,56	08/11/2017	10/11/2017
<b>TOTAL</b>		<b>14 574 433,01</b>		

## IV. NOTES

### 1. Réalisations

Le poste des réalisations du crédit FSSFA, d'un montant total de 29 718 183 991.74 Ariary se présente comme suit au 31 Décembre 2017 :

Rubriques	1.1-Réhab reconstruction des infrastructures	1.2-Argent Contre Travail Post Cata	1.3 Transferts aux bénéficiaires	1.4- Fonds de redressement	1.5-Formation CPS, Mères leaders	TOTAL
Direction Inter Régionale de Fort dauphin (DRP)	2 731 540 443,54	2 285 302 965,84	19 656 385 559,80	4 736 308 000,00	233 954 768,60	29 643 491 737,78
Direction Générale (DG)			74 692 253,96			74 692 253,96
<b>TOTAL</b>	<b>2 731 540 443,54</b>	<b>2 285 302 965,84</b>	<b>19 731 077 813,76</b>	<b>4 736 308 000,00</b>	<b>233 954 768,60</b>	<b>29 718 183 991,74</b>

### 2. Tiers débiteurs :

Au 31 Décembre 2017, les tiers débiteurs sont présentés ci-après :

Rubriques	31/12/2017
Avance fourniture et indemnité CCS, CPS et ML	166 363 312,00
Avance Agence de paiement et AGEE	4 808 543 600,00
Avance E/se réhab et recons infranstructure	303 768,39
Avances aux Fournisseurs d'exploitation	380 000,00
Avances sur mission au personnel	10 488 443,74
Préfinancement FSS initial	1 335 789 376,33
Autres débiteurs	1 317 500,00
Charges constatées d'avance	7 360 896,77
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 330 546 897,23</b>

Cette rubrique comprend :

- Le montant confié aux AGEES pour les indemnités d'encadrement des CPS et l'avance aux Agence de paiement pour le transfert vers les bénéficiaires. La différence entre cette avance et la somme due sur l'état de paiement est défalquée sur le prochain déblocage.
- Le retenu sur les factures des Entreprises en infrastructure pour payer les plaques
- L'avance aux fournisseurs d'exploitation au 31 Décembre 2017
- Le remboursement orange du personnel, et avance sur mission
- Les dépenses de fonctionnement non remboursées
- Les charges constatées d'avance au 31 Décembre 2017

### 3. Valeurs disponibles :

Les valeurs disponibles au 31 Décembre 2017 en ariary, sont présentées ci-après :

Comptes bancaires	31/12/2017
<b>COMPTE DESIGNÉ ET SOUS COMPTES DESIGNÉS</b>	
Compte Banque centrale	6 574 664,12
Compte désigné Direction générale	7 389 173 553,80
Sous compte désigné DRP	8 074 952 065,80
<b>COMPTE DE PROJET</b>	
Compte de Projet DG	30 454 509,09
Compte de Projet DRP	18 542 264,27
<b>COMPTE CAUTION DE BONNE EXECUTION</b>	
Compte de CBE DG	90 246 610,00
Compte de CBE DRP	185 274 769,06
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15 795 218 436,14</b>

Pour chaque Direction, les valeurs disponibles en banques ont fait l'objet d'états de rapprochement bancaire au 31 Décembre 2017.

### 4. Financement IDA

Les fonds reçus de l'IDA via le compte de la banque centrale du FID un montant total de 45 158 335 199,40 Ariary correspondent aux fonds reçus de l'IDA relatifs aux demandes de réapprovisionnement (01 CS : dépôt initial ; 02 CS ; 03 CS ; 04 CS).

### 5. Autres ressources :

Les autres ressources sont présentées comme suit au 31 Décembre 2017 :

Rubriques	31/12/2017
Fonds reçus de l'Etat RPI	20 000 000,00
Intérêts créditeurs	52 738 789,55
Caution de bonne exécution	203 132 945,35
Caution de soumission	67 236 000,00
Différence de conversion compte désigné	111 544 215,19
Pénalités BE/Entreprise et AGEE	21 754 379,22
Régularisation écart de paiement	2 537,57
Autres ressources	30 000 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>506 408 866,88</b>

Ce poste est composé principalement :

- des cautions de Bonne exécution à rembourser à la Réception Définitive et des cautions de soumissions remboursables dès l'adjudication des marchés.
- des intérêts créditeurs des sous comptes désignés et des comptes bancaires des Directions.
- Des autres ressources et des fonds propre interne du FID, à titre d'avance initiale destinée au préfinancement des dépenses de fonctionnement du Projet (Comptes de projet)
- Différence de conversion du compte désigné en USD

## 6. Frais de fonctionnement :

Les frais de fonctionnement engagés au 31 Décembre 2017 se présentent comme suit :

<b>Rubriques</b>	<b>31/12/2017</b>
Achats consommés	133 061 710,16
Services extérieurs	793 288 252,43
Charges du personnel	765 862 842,12
Droits et taxes divers	1 062 495,00
Autres charges de gestion	1 090 091,98
<b>TOTAL</b>	<b>1 694 365 391,69</b>

## 9. Tiers créditeurs :

Au 31 Décembre 2017, les dettes à court terme sont présentées ci-après :

<b>Rubriques</b>	<b>31/12/2017</b>
Cons ext, AGEE et Agence de paiement	5 636 504 197,89
Réponses aux cata AGEX, E/se, BE et Atelier	425 553 098,95
Fournisseur Assistance technique	-
Fournisseurs d'exploitation	9 462 523,27
Réalisation sur préfinancement FSS initial	
Autres créditeurs	725 750,00
Charges à payer	68 032 261,78
Impot à payer	13 905 480,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 154 183 311,89</b>

- Les dettes fournisseurs sont constituées des montants à payer aux partenaires et aux fournisseurs au 31 Décembre 2017.
- Les autres créditeurs sont composés principalement des frais de fonctionnement à rembourser de compte à compte en janvier.
- Les impôts à payer correspondent aux montants de l'IRSA et les Impôts sur les Revenus intermittents à payer au titre du mois de décembre 2017.

## 4 Commentaires de l'auditeur sur les états financiers

### 4.1 Evénements significatifs

La période est marquée par les événements significatifs ci-après :

- Réception de l'avance initiale au Compte Désigné en date du 23/02/2017 pour un montant de 6 826 082,84 USD,
- Le renforcement de capacité de l'équipe de la Direction Interrégionale de Fort-Dauphin et des partenaires techniques pour le programme TMNC,
- Pour le programme Fonds de redressement :
  - La mise en place des deux sites pilotes en synergie avec CARE à Amboasary Sud et avec FRDA à Ambovombe ;
  - Finalisation et concrétisation des conventions de partenariats avec les partenaires technique dont : le Fonds Régional pour le Développement Agricole (FRDA), la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE), le Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE);
  - La signature de la convention entre d'une part la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) Androy-FID et d'autre part entre la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) Anosy-FID sur la mise en œuvre du Fonds de Redressement ;
- Réception des travaux de réhabilitation des 12 infrastructures scolaires sur les 30 programmés; préparation et démarrage des 18 autres (Réponses aux catastrophes naturelles)
- Le renforcement de l'équipe de la Direction Interrégionale de Fort-Dauphin en personnel et en matériel ;
- Le renforcement de capacité de l'équipe de la Direction Interrégionale de Fort-Dauphin en passation de marché, gestion de contrat, communication et en technique de coaching ;
- réunion de coordination régionale Anosy entre DRPPSPF, ORN, DRP ;
- Le passage du cyclone ENAWO dans les deux districts (Ambovombe et Fort-dauphin).
- Revue de la gestion financière par la Banque Mondiale à la Direction Générale ;

## 4.2 Revue de la situation financière du Crédit au 31 décembre 2017

La situation financière du Crédit est directement tirée de la situation disponible sur le site web de la Banque Mondiale (Monthly Disbursement Summary), et par conséquent ne montre aucun écart.

## 4.3 Vérification des rapports de suivi financiers (trimestriels)

Nous avons vérifié les Rapports Financiers Intermédiaires (RFI / RSF trimestriels) objet des demandes de retrait de fonds soumis trimestriellement par le Projet au titre de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017

44. Ces rapports (RSF) comprennent les états / tableaux suivants :

- Etat des ressources et emplois par catégorie de dépenses en USD du Rapport de Suivi Financier (RSF),
- Etat d'utilisation des fonds par composante d'activités en USD du Rapport de Suivi Financier,
- Etat d'avancement physique des activités en USD
- Etats des dépenses prévisionnelles des activités
- Plan de trésoreries des activités

L'examen des rapports de suivi financiers trimestriels n'appelle pas d'observation majeure ; il y a lieu de noter que les RSF sont établis en USD et les états financiers sont établis en MGA.

## 4.4 Trésorerie

Les comptes libellés en devise ont fait l'objet de valorisation au taux de change applicable au 31/12/2017 (1 USD = 3 230,19 Ar).

Le compte à la Banque Centrale au solde de 2 035,38 USD équivaut à 6 574 664,12 Ariary.

Le compte désigné géré par la Direction Générale au solde de 2 287 535,27 USD équivaut à 7 389 173 553,80 Ariary.

Les rapprochements bancaires établis au 31 décembre 2017 ne montrent aucun élément de rapprochement.

## 4.5 Rapprochement des fonds recus IDA avec les retraits de fonds du credit

Le rapprochement des fonds reçus de l'IDA durant l'exercice sous revue, avec les retraits de fonds du Don D145 MG au vu des Relevés de Dépenses est présenté dans le tableau ci-après :

Libellé	Montant en Ariary	
Fonds reçus de la période		
Fonds reçus en début d'exercice (A)		
Fonds reçus en fin d'exercice (B)	45 158 335 199,40	
<b>Fonds reçus de la période (C) = (B) - (A)</b>	<b>45 158 335 199,40</b>	
Décaissements		Mode de décaissement
IDA DDE DE REAPPROVISIONNEMENT 001 CS	21 180 447 661,75	Dépôt initial
IDA DDE DE REAPPROVISIONNEMENT 002 CS	10 608 422 409,73	Réapprovisionnement
IDA DDE DE REAPPROVISIONNEMENT 003 CS	7 439 578 483,72	Réapprovisionnement
IDA DDE DE REAPPROVISIONNEMENT 004 CS	5 929 886 644,20	Réapprovisionnement
<b>Total décaissements (D)</b>	<b>45 158 335 199,40</b>	
Écart (C) - (D)	0,00	

## Annexe

### Liste des actifs immobilisés acquis sur les fonds du projet

FSS FA - Tableau récapitulatif des immobilisations au 31/12/2017

Site	Montant
Direction Générale	9 155 600,00
Direction Antananarivo	109 130 670,88
Direction Fianarantsoa	109 130 670,91
Direction Manakara	109 130 670,92
Direction Fort Dauphin	187 038 511,92
Direction Toliara	109 130 670,92
Direction Sambava	109 130 670,92
<b>Total général</b>	<b>741 847 466,47</b>
<b>Montant au bilan</b>	<b>741 847 466,47</b>
<i>Ecart</i>	-



## Direction Générale

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DG00000000 (DG)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement
90	218200	*****	Matériel informatique									
90	218200	1700013	SWITCH 8 PORTS 10/100 MBS DES-1008D D-LINK	25/04/2017	72 000,00	224G11001	110709	2241	21630		SW 17 012 FSS FA/G	DG00000000
90	218200	1700014	SWITCH 8 PORTS 10/100 MBS DES-1008D D-LINK	07/04/2017	63 600,00	224G11001	110709	2241	21630		SW 17 013 FSS FA/G	DG00000000
90	218200	1700038	ORDINATEUR DE BUREAU HP 208 G2	13/07/2017	4 155 000,00	224G11001	110709	2241	24630		OR 17 037 FSS FA/G	DG00000000
90	218200	1700040	ORDINATEUR PORTABLE ASUS P2530UJ-DML0134R	13/07/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	24630		LP 17 039 FSS FA/G	DG00000000
90	218200	1700045	ONDULEUR 650 VA	13/07/2017	135 000,00	224G11001	110709	2241	24630		OD 17 044 FSS FA/G	DG00000000
90	218200	*****	Total du Compte : 218200		9 155 600,00							
			Total général		9 155 600,00							



## DIR Fianarantsoa

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRF0000000 (DRF)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement	Date Eval.
90	218400	*****	Matériels roulants										
90	218400	1700049	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,91	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 047 FSS FA/F	DRF0000000	
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,91								
			Total général		109 130 670,91								



## DIR Antananarivo

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRT0000000 (DRT)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement	Date Eval.
90	218400	*****	Matériels roulants										
90	218400	1700048	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,88	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 046 FSS FA/T	DRT0000000	
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,88								
			Total général		109 130 670,88								



## DIR Manakara

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRK0000000 (DRK)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement	Date Eval.
90	218400	*****	Matériels roulants										
90	218400	1700051	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,92	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 049 FSS FA/K	DRK0000000	
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,92								
			Total général		109 130 670,92								



## DIR Fort Dauphin

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRP0000000 (DRP)

Page 1/3

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement	Date Eval.
90	218100	*****	Matériel et Mobilier de bureau										
90	218100	1600001	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	06/12/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 057FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700017	FAUTEUIL C*682	03/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 016 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700018	FAUTEUIL C*682	03/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 017 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700019	FAUTEUIL C*682	03/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 018 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700020	FAUTEUIL C*682	03/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 019 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700021	FAUTEUIL C*682	23/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 020 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700022	FAUTEUIL C*682	23/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2240	24640		FA 17 021 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700023	FAUTEUIL C*682	23/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	21640		FA 17 022 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700024	FAUTEUIL C*682	23/03/2017	360 000,00	224G11002	110709	2242	24640		FA 17 023 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700025	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 024 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700026	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 025 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700027	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 026 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700028	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 027 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700029	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 028 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700030	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 029 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700031	CAISSON 3 TIROIRS	23/03/2017	300 000,00	224G11002	110709	2242	24640		CA 17 030 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700032	TABLE DE BUREAU	21/04/2017	260 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 031 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700033	TABLE DE BUREAU	19/04/2017	260 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 032FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700034	TABLE DE BUREAU	16/05/2017	260 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 033 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700035	TABLE DE BUREAU	16/05/2017	260 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 034 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700036	TABLE DE BUREAU	26/05/2017	260 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 035 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700055	ETAGERE MB 020	26/10/2017	320 000,00	224G11002	110709	2242	21640		ET 17 052FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700057	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	06/12/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 054FSS FA/P	DRP0000000	



90	218100	1700058	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	06/12/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 055FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700059	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	06/12/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 056FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700060	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	27/11/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 058FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700061	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	27/11/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 059FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700062	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	27/11/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 060FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700063	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	30/10/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 061FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700064	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	30/10/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 062FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700065	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON <sup>2</sup>	30/10/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 063FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700066	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	30/10/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 064FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700067	TABLE DE BUREAU PALISANDRE 1M30*075*075 A CAISSON	30/10/2017	200 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 065FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	1700068	ETAGERE 1,75*2,35	19/12/2017	500 000,00	224G11002	110709	2242	24640		TB 17 066FSS FA/P	DRP0000000	
90	218100	*****	Total du Compte : 218100		9 500 000,00								
90	218200	*****	Matériel informatique										
90	218200	1700001	ONDULEUR PROLINK-PRO 700Va INLINE	21/03/2017	135 000,00	224G11001	110709	2241	21630		OD 17 001 FSSFA/P	DRP0000000	
90	218200	1700002	DISQUE DUR EXTERNE 2.5" 1To USB 3.0	17/03/2017	348 000,00	224G11001	110709	2241	21630		DI 17 002 FSSFA/P	DRP0000000	
90	218200	1700005	ORDINATEUR PORTABLE ASUS	05/04/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	21630		LP 17 005 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700006	ORDINATEUR PORTABLE ASUS	05/04/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	21630		LP 17 006 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700007	ORDINATEUR PORTABLE ASUS	05/04/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	21630		LP 17 004 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700008	SWITCH 48 PORTS TP LINK TL-DF 1048 S/N 2149709000002	31/03/2017	871 560,00	224G11001	110709	2241	21630		SW 17 007 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700009	POINT D'ACCES WIFI TPLINK N300	30/03/2017	169 841,00	224G11001	110709	2241	21630		WI 17 008 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700010	IMPRIMANTE MULTIFONCTION HP LASERJET PRO M426FDN	27/04/2017	2 025 000,00	224G11001	110709	2241	21630		IP 17 009 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700011	IMPRIMANTE MULTIFONCTION HP LASERJET ENTREPRISE 600 M601dn	27/04/2017	2 800 000,00	224G11001	110709	2241	21630		IP 17 010 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700012	IMPRIMANTE MULTIFONCTION HP LASERJET ENTREPRISE 600 M601dn	27/04/2017	2 800 000,00	224G11001	110709	2241	21630		IP 17 011 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700041	ORDINATEUR PORTABLE ASUS P2530UJ-DML0134R	13/07/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	24630		LP 17 040 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700042	ORDINATEUR PORTABLE ASUS P2530UJ-DML0134R	13/07/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	24630		LP 17 041 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700043	ORDINATEUR PORTABLE ASUS P2530UJ-DML0134R	13/07/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	24630		LP 17 042 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700044	ORDINATEUR PORTABLE ASUS P2530UJ-DML0134R	13/07/2017	4 730 000,00	224G11001	110709	2241	24630		LP 17 043 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700046	ONDULEUR 650 VA	13/07/2017	135 000,00	224G11001	110709	2241	24630		OD 17 045 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	1700047	ORDINATEUR DE BUREAU HP 208 G2	13/07/2017	4 155 000,00	224G11001	110709	2241	24630		OR 17 038 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218200	*****	Total du Compte : 218200		46 549 401,00								
90	218400	*****	Matériels roulants										
90	218400	1700052	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,92	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 050 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,92								



90	218500	*****	AAI										
90	218500	1700015	INSTALLATION CABLAGE RESEAU TELEPHONIQUE	04/05/2017	4 468 440,00	224G11002	110709	2242	24640		RE 17 014 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218500	1700016	INSTALLATION CABLAGE RESEAU	04/05/2017	13 057 000,00	224G11002	110709	2242	24640		RE 17 015 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218500	1700037	INSTALLATION PRISE ELECTRIQUE	22/06/2017	3 083 000,00	224G11002	110709	2242	24640		EL 17 036 FSS FA/P	DRP0000000	
90	218500	1700056	INSTALLATION CLOISON AVEC PORTE	22/09/2017	1 250 000,00	224G11002	110709	2242	21640		CL 17 053FSS FA/P	DRP0000000	
90	218500	*****	Total du Compte : 218500		21 858 440,00								
			Total général		187 038 511,92								



## DIR Toliara

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRU 000000 (DRU)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement
90	218400	*****	Matériels roulants									
90	218400	1700050	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,92	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 048 FSS FA/U	DRU 000000
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,92							
			Total général		109 130 670,92							



## DIR Sambava

### Filets Sociaux de Sécurité Financement Additionnel

### Fonds d'Intervention pour le Développement - MADAGASCAR

Inventaire et fiche Immo Au 31/12/2017 - Emplacement DRS0000000 (DRS)

Page 1/1

Site	Compte	Immo	Libellé	Date d'acquisition	Valeur d'origine	Rang	Commune	Poste	Ss Compte	Plan 7	Identification	Emplacement
90	218400	*****	Matériels roulants									
90	218400	1700053	VEHICULE 4*4 PICK-UP HZJ 79L	25/06/2017	109 130 670,92	224G11000	110709	2240	24720		PU 17 051 FSS FA/S	DRS0000000
90	218400	*****	Total du Compte : 218400		109 130 670,92							
			Total général		109 130 670,92							